



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 3269

Texte de la question

INSÉCURITÉ

Mme la présidente. La parole est à M. Jean-Claude Mignon, pour le groupe Les Républicains.

M. Jean-Claude Mignon. Monsieur le Premier ministre, votre escapade matinale de lundi dernier n'aura échappé à personne. Ce n'était bien évidemment ni une opération de communication, ni une opération de « reconquête des banlieues », comme vous l'avez appelée et comme cela a été relayé amplement par les médias – nous n'en croyons d'ailleurs pas un mot !

Il ne faut pourtant pas oublier ni passer par pertes et profits le travail important qui a été réalisé au cours de ces dernières années grâce à Jean-Louis Borloo, lorsque nous avons créé l'Agence nationale pour la rénovation urbaine. Celle-ci donne aujourd'hui toute satisfaction dans un certain nombre de quartiers, y compris dans la ville d'Évry dont vous étiez encore, il y a peu, le maire.

Nous avons constaté que vous étiez accompagné par M. Jean-Paul Huchon, qui est encore président du conseil régional d'Île-de-France et président du Syndicat des transports d'Île-de-France, le STIF. Quel dommage, monsieur le Premier ministre, que vous ne soyez pas allé aux Mureaux avec les transports en commun ! (*Rires et applaudissements sur divers bancs du groupe Les Républicains.*) Vous auriez alors pu vous rendre compte à quel point les conditions que nous imposons à nos concitoyens pour se déplacer sont tout à fait honteuses ! Lorsqu'ils ont rejoint, le soir, après moult difficultés, leur commune, ils doivent ensuite emprunter les transports en commun, en particulier des bus.

Le 19 octobre dernier, à Melun, dans ma circonscription, il s'est passé quelque chose d'inadmissible : un bus a encore une fois été attaqué par une vingtaine d'individus, qui l'ont caillassé et littéralement lapidé avant de s'en prendre, une fois de plus, au chauffeur.

Un député du groupe Les Républicains. Que fait le Gouvernement ?

M. Jean-Claude Mignon. Monsieur le Premier ministre, il est grand temps de passer de la parole aux actes en montrant aux Françaises et aux Français que le laxisme et la politique de l'excuse, c'est terminé, et en faisant en sorte que l'uniforme que portent nos policiers, l'uniforme de la République française, soit respecté. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, cher Jean-Claude Mignon, nous nous connaissons depuis longtemps mais j'avoue que je ne savais pas très bien où vous vouliez atterrir avec votre question ! (« Oh

! » sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.)

Si vous voulez me faire dire que, pour ce qui concerne la politique de la ville et la rénovation urbaine, il y a une continuité depuis trente ans, alors oui, il y a une continuité ; je l'ai dit lundi et nous le rappelons régulièrement avec M. Kanner. Nous constatons d'ailleurs sur ce sujet qu'il y a des résultats et aussi des doutes, des attentes et des urgences dans les quartiers populaires ; mais il y a une continuité.

J'ai eu l'occasion, et Patrick Kanner l'a fait lui-même dans cet hémicycle, de saluer l'engagement de Jean-Louis Borloo et la création de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine. L'année dernière, le Président de la République a annoncé que 5 milliards seront injectés dans la rénovation urbaine, lesquels permettront la réalisation de 20 milliards d'investissement. Nous avons en outre annoncé au début de l'année le rétablissement des 100 millions d'euros de crédits qui avaient été enlevés aux associations au cours du quinquennat précédent.

Bref, le travail se fait dans la continuité parce que nous savons qu'il faut du temps pour lutter contre les inégalités à l'école, pour recoudre nos quartiers, pour rénover nos espaces publics, pour faire en sorte que l'emploi, l'économie, les entreprises s'implantent durablement, pour lutter contre les discriminations. Il n'est pas nécessaire de prendre les transports en commun ou la voiture pour se rendre compte de ces réalités que nous connaissons bien, vous et moi.

Dans ces réalités, il y a bien sûr la lutte contre l'insécurité. Dans ces quartiers où sévit l'échec scolaire, où le chômage est plus élevé, en particulier chez les jeunes, où une partie des habitants est touchée par des discriminations, se rajoute une autre inégalité : l'insécurité.

Avec le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, nous en faisons une priorité. C'est tellement vrai que nous avons créé des zones de sécurité prioritaires ; c'est tellement vrai que rien ne peut rester impuni, par exemple quand on s'attaque aux transports en commun.

Je ne vous ai pas entendu, malgré l'amitié qui nous lie, critiquer les baisses des effectifs dans la police et dans la gendarmerie, ni la baisse du budget de fonctionnement dans la police. Nous, nous avons augmenté les moyens et les effectifs dans la police : c'est comme cela qu'on redonne confiance à nos forces de l'ordre et qu'on lutte contre l'insécurité. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Mignon](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3269

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 octobre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [29 octobre 2015](#)